



*Bulletin d'information du Réseau africain
francophone sur les armes légères,
pour la prévention des conflits
et la construction de la paix*

GRIP - Rue de la Consolation, 70
B - 1030 Bruxelles
Tél.: (32.2) 241.84.20
Fax: (32.2) 245.19.33
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Ed. resp.: Bernard Adam

N°14 du 6 mars 2007

Cette publication est réalisée dans le cadre des projets du GRIP sur les armes légères, la prévention des conflits et la construction de la paix en Afrique, avec le soutien du Ministère belge des Affaires étrangères, du Ministère de la Communauté française de Belgique et du Ministère des Affaires étrangères du Luxembourg.

Sommaire

1. Flory Kayembe au Forum social mondial à Nairobi
 2. Nomination de Rodger GLOKPOR à l'UNREC
 3. Programme ALPC d'UNREC en Afrique de l'Ouest
 4. Assemblée générale du RASALAO à Accra
 5. Réunion sur la Convention de la CEDEAO à Accra
 6. Rapport annuel 2006 de l'ONG AVRA (RD Congo)
 7. Réunion sur le Protocole de Nairobi à Kigali
 8. Consultation populaire sur le TCA organisée par IANSA
 9. Conférence de Paris sur les enfants soldats.
-

1. FLORY KAYEMBE AU FORUM SOCIAL MONDIAL A NAIROBI

Flory Kayembe, coordinateur du Réseau congolais d'actions sur les armes légères (RECAAL) a participé au Forum social mondial tenu à Nairobi (Kenya) du 20 au 25 janvier 2007. Il a bénéficié dans ce cadre d'un appui d'IANSA.

2. NOMINATION DE RODGER GLOKPOR A L'UNREC

Anciennement secrétaire général de la LIDE (Ligue Internationale pour les droits de l'enfant), association membre du RAFAL basée à Lomé (Togo), M. Rodger Glokpor a été nommé Coordinateur du « programme de Renforcement des capacités des organisations de la société civile en Désarmement pratique et Edification de la paix » du Centre des Nations Unies pour le Désarmement et la Paix en Afrique (UNREC). Nous lui présentons nos félicitations et nos vœux de succès dans sa nouvelle fonction.

3. PROGRAMME ALPC D'UNREC EN AFRIQUE DE L'OUEST

Le Centre régional pour la Paix et le Désarmement en Afrique (UNREC) basé à Lomé (Togo) vient de lancer un programme d'une année intitulé « Renforcement des capacités en matière de désarmement pratique et de construction de la paix ». Selon un communiqué du 5 février 2007, ce programme vise un meilleur contrôle des armes et est financé par l'Agence de Coopération Internationale de la Suède (SIDA). La première activité consistera à l'élaboration et à l'adoption d'un manuel de formation adapté au contexte géopolitique d'Afrique de l'Ouest et à l'organisation d'un séminaire de formation de formateurs à Lomé pour les organisations de la société civile.

Cette expérience de collaboration avec la société civile ouest-africaine devrait permettre à l'UNREC de mettre sur pied un programme de formation pour l'ensemble de la société civile du continent. Pour toute information, contactez : Mr. Rodger GLOKPOR (coordonnateur de programme) : rglokpor@unrec.org & Mme Nathalie OCRAN (coordinatrice associée) : nocran@unrec.org

4. ASSEMBLEE GENERALE DU RASALAO A ACCRA : 27-28/01/2007.

Le Réseau d'action sur les armes légères de l'Afrique de l'Ouest (RASALAO) s'est réuni en assemblée générale les 27 et 28 janvier 2007 à Accra (Ghana). Les délégations des réseaux nationaux membres du RASALAO et des représentants des partenaires aux niveaux régional et international ont participé à la rencontre. Celle-ci a permis l'élection du premier comité exécutif du Réseau pour un mandat de 3 ans ainsi que l'examen et l'adoption du projet de statuts du RASALAO.

Le Comité exécutif est composé par M. Baffour Dokyi Amoah du Ghana (président), Dr Christiane Agboton Johnson du Sénégal et Adélino Handem de la Guinée Bissau, respectivement 1er et 2ème vice-présidents, et la trésorière Mme Florella Hazeley de la Sierra Leone. Les 3 autres membres élus sont Mme Affi Yakubu du Ghana, Mlle Michèle Pépé de la Côte d'Ivoire et M. Dickson Orji du Nigeria. Pour rappel, Mlle Michèle Pépé, journaliste, est aussi membre du Réseau des Journalistes d'Afrique de l'Ouest pour la Paix.

5. REUNION SUR LA CONVENTION DE LA CEDEAO A ACCRA : 12-16/02/2007.

Le programme de lutte contre les armes légères dans les pays membres de la CEDEAO (ECOSAP) a organisé une réunion à Accra (Ghana) du 12 au 16 février 2007. Celle-ci avait un double objectif. D'une part, l'adoption des procédures de gestion du programme ECOSAP. D'autre part, l'examen d'un plan d'action annuel sur les armes légères au niveau régional. La rencontre a vu la participation des représentants de l'Unité ALPC du Secrétariat de la CEDEAO, des bureaux nationaux du PNUD, des commissions nationales sur les ALPC, ainsi que des partenaires de la société civile tels que le Réseau ouest-africain sur les ALPC. Des représentants de Small Arms Survey, PANAFSTRAG, Oxfam GB et IANSA y ont également pris part.

6. RAPPORT ANNUEL 2006 DE L'ONG AVRA (RD CONGO).

L'ONG de défense des droits humains AVRA (Association pour les Victimes de la Répression en Afrique), membre du RAFAL basée dans le Maniema en RD Congo, nous a communiqué son rapport d'activités 2006. Elle a réalisé plusieurs activités parmi lesquelles l'enregistrement de 22 émissions radiophoniques portant sur la lutte contre la torture et

l'impunité, la paix et la réconciliation ; l'organisation de deux séminaires avec l'appui des ambassades des États-Unis et du Royaume Uni ; la vulgarisation des textes de lois telles que la Déclaration Universelle des droits de l'homme ; la formation des observateurs nationaux des élections ; la prise en charge médicale des victimes de la torture. Enfin, l'Association a réalisé également une évaluation qui lui a permis d'identifier ses points forts et ses faiblesses ainsi que les axes pour des actions à court et moyen termes.

7. REUNION SUR LE PROTOCOLE DE NAIROBI A KIGALI : 27-28/02/2007.

Le 4ème Forum annuel des organisations de la société civile d'Afrique des Grands Lacs a eu lieu les 27 et 28 février 2007 à Kigali (Rwanda). Les travaux ont porté sur les questions des armes légères, notamment sur l'application du Protocole de Nairobi. Les participants venant du Burundi, de la RD Congo, de la Tanzanie, de l'Ouganda, du Kenya, de l'Ethiopie, de la Somalie, du Djibouti, de l'Angola, de la Zambie, de la Centrafrique et du Rwanda, ont appelé les Etats à collaborer étroitement dans la lutte contre la prolifération des armes légères illicites (ALPC) et ont recommandé l'amélioration des échanges d'information entre les Gouvernements, les ONGs et les groupes de la société civile à ce sujet. Ils ont également demandé une collaboration constante entre les points focaux nationaux des pays membres et le Secrétariat du Centre régional sur les armes légères (RECSA) de Nairobi afin de favoriser l'harmonisation des législations et des pratiques en matière de contrôle des ALPC dans la sous-région. Voir <http://allafrica.com/stories/200702280371.html>

8. CONSULTATION POPULAIRE SUR LE TCA ORGANISEE PAR IANSA

Dans le prolongement de la campagne « Contrôler les armes », IANSA a lancé en février 2007 un processus de Consultation Populaire sur le Traité sur le Commerce des Armes (TCA).

Cette Consultation consistera en une série d'événements organisés par des organisations de la société civile à travers le monde en vue de persuader les gouvernements de la nécessité d'un TCA fort. Elle sera menée parallèlement aux consultations du Secrétaire général de l'ONU avec les gouvernements sur la « faisabilité, la possibilité et les paramètres pour un TCA, conformément à la décision de décembre 2006 de l'Assemblée générale de l'ONU ».

Pour plus d'informations, contactez Laura Cheeseman de IANSA : Laura.Cheeseman@iansa.org ou visitez le website IANSA : <http://www.iansa.org/>

9. CONFERENCE DE PARIS SUR LES ENFANTS SOLDATS : 5-6/02/2007

La Conférence de Paris, organisée les 5 et 6 février 2007 par le gouvernement français et l'UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance), a rassemblé des représentants de 58 pays, parmi lesquels des donateurs et des pays où sont utilisés des enfants soldats. Son objectif était de combattre cette pratique et de mobiliser la volonté politique nécessaire pour l'éradiquer. Les participants ont adopté une série de mesures et de directives visant à mettre fin au recrutement des enfants par les groupes armés et les forces de sécurité et pour mettre en place des programmes sociaux de réinsertion. Voir à ce sujet : http://www.unicef.org/french/media/media_38231.html

Aujourd'hui, le groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants dans les conflits armés estime à 300.000 le nombre d'enfants-soldats dans le monde.

* * *